



Comité Al Qods

L'Algérie se surpasse

Page 3

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Seizième année N°688 vendredi 22 avril 2022 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus de CANARD

La mendicité ne perd jamais la main...

Page 2



Déconfiné de Canard

Côté BASSE-COUR

Abdellatif Miraoui contre Khadija Safi

Cette mystérieuse hépatite infantile...

Page 3

Carton jaune pour Casa Events & Animation

Page 10

Controverse autour de Forsa

Une occasion pour un énième ratage ?



La ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, Fatim-Zahra Ammor.

Page 7



Leila Benali, ministre de la Transition énergétique et du Développement durable.

Stock de sécurité des produits pétroliers

Pourquoi le Maroc roule presque à sec...

Page 8

BENKIRANE REPREND DU SERVICE SUR LA TOILE...

JE SUIS UN INFLUENCEUR ISLAMO-POPULISTE DE CHOC...

TÂCHE ALORS DE PRENDRE TA PART DU GÂTEAU PUBLICITAIRE DE FORSA POUR QUE JE REFAISSE MA CUISINE...



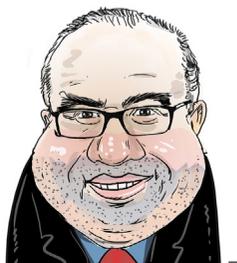
ZAG

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Abdellatif Miraoui

Je suis un homme de devoir

Page 11





Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou

La mendicité ne perd jamais la main...

Ils sont partout et en grand nombre. Aux abords des mosquées, pâtisseries, magasins, marchés, carrefours, feux rouges, ou simplement dans la rue. Pas un endroit, même le plus insoupçonné, ne leur échappe. Ils attaquent en solo ou en groupe. Difficile de faire un pas sans qu'ils vous encerclent. « Ils » ce sont les mendiants, cette population en pleine croissance, qui ne connaît pas le chômage ! S'il est un secteur à Casablanca qui bat en effet sans cesse ses propres records c'est bien celui de la mendicité qui fonctionne en flux tendu. Les adeptes de cette pratique florissante, qu'ils exercent sans relâche, à la limite du harcèlement, ont plus que décuplé en ce mois sacré, suscitant souvent plus qu'un sentiment de gêne chez les gens. Une source de nuisance permanente de plus qui pèse de tout son poids sur un environnement social déjà plombé par une série de phénomènes qui contribuent grandement à sa dévalorisation.

Ce qui ajoute au malaise ambiant, c'est le caractère actif de la mendicité dont les acteurs, qui se confondent avec ces mendiants déguisés, incarnés par la faune des gardiens de voiture - autre source de nuisance considérable - supplient les passants, souvent de manière théâtrale. Et même en simulant une infirmité (les chaises roulantes sont à la mode) avec pour certains exhibition de la preuve supposée de leur pauvreté (une note d'eau et d'électricité impayée, des récépissés d'arriérés de loyer, un certificat médical pour une opération onéreuse...). En somme, tous les moyens sont bons pour attendrir le chaland, et devant une telle débauche de stratagèmes où la mise en avant des enfants est fréquente, il est difficile de distinguer celui qui joue un rôle de celui qui dit vrai.

On observe même depuis quelque temps l'arrivée sur le marché de jeunes, a priori en bonne santé, qui n'hésitent pas à faire la manche. Faut-il en déduire que la mendicité est devenue un travail bien rémunéré pour ceux qui ne veulent pas travailler ou sommes-nous devenus un peuple de mendiants qui se plaint de plus en plus dans la charité ? A force de laxisme et de laisser-aller, la mendicité, qui se distingue par sa forme plus mobile que stationnaire, est devenue une pratique normale qui ne dérange plus personne. Devenus partie intégrante du paysage, les mendiants de tous sexes et de tous âges ont proliféré en pagaille, se taillant une place de choix dans le panorama des séquences qui agressent le regard et font mal au cœur. Mais pourquoi les autorités élues ou

désignées sont-elles à ce point passives face à ce phénomène qui ne cesse de s'amplifier, à la faveur notamment de l'arrivée depuis des années de migrants étrangers en détresse ?

Et pourtant, la mendicité et le vagabondage sont passibles de prison comme le stipule clairement l'article 331 du code pénal: "Est puni de l'emprisonnement d'un à trois ans, tout mendiant même invalide, tout vagabond, qui est trouvé porteur d'armes ou muni d'instruments ou objets propres à commettre des crimes ou des délits." Pourquoi les pouvoirs

publics ne font-elles pas respecter cette disposition qui remonte, il est vrai, à l'époque du protectorat ?

Qu'est-ce qui empêche les deux grands patrons de l'exécutif Casablancais, le Wali et le maire de la ville, qui sont censés vivre dans cette métropole aux prises avec mille et un maux, d'agir pour trouver une solution radicale à ce véritable fléau qui se nourrit justement de leur inaction ? Ne se sentent-ils pas concernés par ce problème ou bien considèrent-ils que tendre la main est un geste qui distingue et valorise notre pays dans le concert des nations ? Entre les mendiants maison, leurs collègues subsahariens et syriens entre lesquels la concurrence fait rage, le citoyen qu'il soit motorisé ou non ne peut pas rouler ou marcher sans qu'il soit pris d'assaut par une foule de mendiants qui rivalisent de techniques pour attendrir les âmes. Tant de sollicitations permanentes, 7 jours sur 7, accompagnées parfois d'agressivité, doivent normalement faire réagir les responsables de la ville, ne serait-ce que pour savoir qui est vraiment dans le besoin ou qui a fait de la

mendicité une profession. Au terme de ce travail de tri après enquête, il s'agit de trouver des solutions pratiques pour résorber le phénomène. Parmi les pistes à envisager la création pour les individus réellement dans le besoin de centres de prise en charge où, en échange d'un lit et d'une assiette, pour ceux qui sont en âge et en capacité de travailler, ils peuvent être productifs en pratiquant un métier. Accompagnée d'une criminalisation de la mendicité dans l'espace public, cette approche permettra d'un côté d'assurer la dignité aux intéressés et de l'autre de débarrasser nos villes d'un mal qui nuit gravement à l'image du Maroc qui le fait passer aux yeux du touriste étranger pour un pays où il ne fait pas vraiment bon séjourner, encore moins flâner... ▶

Devenus partie intégrante du paysage, les mendiants de tous sexes et de tous âges ont proliféré en pagaille, se taillant une place de choix dans le panorama des séquences qui agressent le regard et font mal au cœur.



Côté **BASSE-COUR**



LE TRAVAIL PENDANT LE RAMADAN

C'EST BON, J'AI RÉGLÉ
LE RÉVEIL À 14 HEURES...



ZAG

Abdellatif Miraoui contre Khadija Safi

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Abdellatif Miraoui s'est empressé de destituer la présidente de l'Université Hassan 1er de Settat. Une décision qu'il lui a notifiée samedi 15 avril 22 dans son bureau ministériel en présence du secrétaire général du ministère. Mais l'intéressé, Khadija Safi, nommée à ce poste en juillet 2019, a refusé de partir, arguant que la décision de son limogeage n'a aucun fondement juridique et exige que son limogeage fasse l'objet d'un décret du Premier ministre. Visiblement, la tentative de



La présidente défie le ministre.

la mise à l'écart de Mme Safi est liée au scandale « sexe contre bonnes notes » où sont impliqués un groupe de 4 enseignants. En février dernier, deux d'entre eux ont été condamnés chacun à un an et demi de prison ferme en première instance et à

des dommages-intérêts au profit des deux étudiantes plaignantes. Le ministre s'est particulièrement appuyé sur cette affaire pour se débarrasser de Mme Safi qui compte bien se cramponner à son fauteuil. Par sens... du devoir ?

Al Qods : Israël renoue avec ses agressions contre les palestiniens



L'agression israélienne contre Al Aqsa et les civils palestiniens est injustifiable.

Les forces d'occupation israéliennes se sont de nouveau livrées en ce mois de Ramadan à la répression des Palestiniens aux abords de l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Où ont éclaté, vendredi 15 avril, des heurts entre manifestants palestiniens et policiers israéliens. Ces affrontements ont fait côté palestinien plusieurs dizaines de blessés violemment matraqués par les forces d'occu-

pation israéliennes ou blessés par des balles en caoutchouc, ainsi que le montraient plusieurs vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux. Par la voix du ministère des Affaires étrangères, le Maroc, qui normalisé ses relations avec l'État hébreu, a exprimé, samedi 16 avril, « sa ferme condamnation et sa forte dénonciation de l'incursion des forces d'occupation israéliennes dans la mosquée al-Aqsa, la fermeture de ses portes et l'agression des fidèles désarmés dans l'enceinte de la mosquée et sur ses esplanades ». En sa qualité de président du comité Al Qods, le roi Mohammed VI a ordonné de communiquer cette « condamnation » « directement au chef du bureau de liaison israélien à Rabat ». Le Maroc a par ailleurs appelé l'ONU et la communauté internationale « à intervenir d'urgence pour mettre un terme à ces violations et agressions contre le peuple palestinien ». Lors du mois du Ramadan en 2021, des actes d'agression contre les civils palestiniens par la soldatesque israélienne ont provoqué pendant 11 jours des raids meurtriers de l'armée israélienne contre la bande de Gaza.

Le PJD toujours dans la mouise

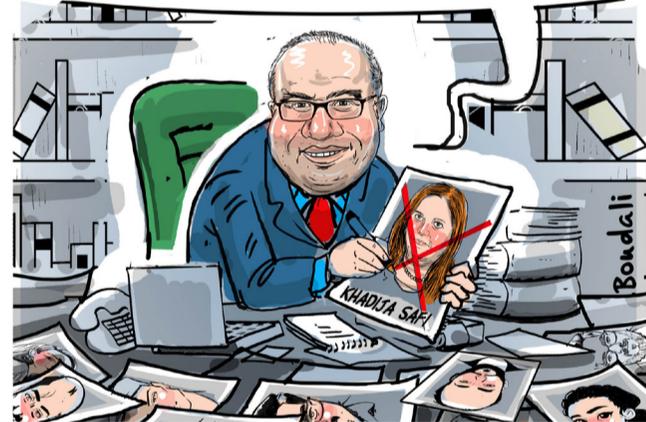
Le PJD a toujours du mal à dépasser la crise financière aiguë consécutive à sa débâcle électorale sans précédent du 8 septembre 2021. Le parti, qui n'a pas attendu la guerre en Ukraine pour subir une détérioration sévère de son pouvoir d'achat, est à la peine pour assurer son fonctionnement normal et financer ses activités. Abdelilah Benkirane a beau lancer des appels récurrents aux membres et militants du parti pour mettre la main à la poche, la situation financière du PJD reste catastrophique. Certains anciens ministres comme Abdelaziz Rabbah et de nombreux ex-députés ont refusé de faire preuve de l'élan de générosité réclamé par l'ami des crocodiles et des mauvais génies. De quoi désespérer Abdelilah Benkirane qui subit une inflation de fausses promesses de dons. Résultat : Il constate chaque jour et avec amertume qu'il est aux manettes



d'un parti exsangue qui doit en plus restituer au ministère de l'Intérieur la bagatelle de 8 millions de DH obtenue au titre des circonscriptions couvertes alors que son score législatif était de 15 députés seulement contre 125 lors du scrutin précédent. Reste pour Benkirane à faire appel à la lampe magique d'Aladin, la seule à pouvoir changer le destin des islamistes et exaucer leur vœu d'être riches !

ABDELLATIF MIRAOUI LIMOGE LA PRÉSIDENTE DE L'UNIVERSITÉ HASSAN 1ER

J'AI UN PROGRAMME DE RÉFORME TRÈS CHARGÉ...



Cette mystérieuse hépatite infantile...

L'Organisation mondiale de la santé a alerté, vendredi 15 avril, sur l'apparition des cas d'hépatites chez des dizaines d'enfants au Royaume-Uni. Les autorités de ce pays ont signalé le 5 avril à l'OMS 10 cas d'hépatites graves en Écosse, puis d'un total de 74 cas trois jours plus tard, selon un communiqué de l'OMS, qui s'attend à de nouveaux signalements dans les prochains jours. Certains enfants affectés par cette maladie dont l'origine est mystérieuse ont nécessité un transfert dans un service spécialisé dans les maladies du foie et six enfants ont dû subir une transplantation. Selon l'OMS, moins de cinq

confirmés ou possibles ont été rapportés en Irlande et trois cas en Espagne. Aucun décès n'a été recensé. Cette hépatite touche principalement les enfants de moins de 10 ans et se manifeste par des symptômes comme la jaunisse, les diarrhées, vomissements et douleurs abdominales. Les autorités sanitaires britanniques examinent l'hypothèse d'un type de virus (adénovirus), ainsi que d'autres causes possibles comme le Covid-19, d'autres infections ou des facteurs environnementaux. Elles ont en revanche écarté tout lien avec le vaccin contre le Covid, qui n'a été administré à aucun des cas confirmés au Royaume-Uni.



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois **GENTLEMAN**

Ces humoristes qui ont présidé aux destinées de la Raie publique (2)

Le Président d'origine Magyar, dont le père est un primo-migrant venant de Hongrie, est sans doute le meilleur humoriste même si son maniement de la langue française laisse à désirer. Sarra9 Zyte Sar9ozy (voleur d'huile en Arabe, cafard en Marocain, Petit maréage en Magyar selon le comédien Français d'origine hongroise, Laurent Deutsch), le géniteur du ministère de l'identité nationale restera à jamais Le Président, avec un grand P., qui a libéré la parole raciste. Voici comment il résume sa fonction de French Président : « Le matin, quelque chose est annoncé. Le midi, ce quelque chose est contesté. Et le soir, ce quelque chose est retiré. Voilà notre quotidien... ». A la fin d'un discours où il critiquait les médias : « Je vais maintenant répondre à vos questions, sous le regard bienveillant de nos amis de la presse. (Huées dans le public! Il savoure ces huées et ensuite il reprend son discours d'une voix posée, ironique) Arrêtez... J'ai déjà assez d'ennuis comme ça. ». A propos d'une centrale nucléaire fermée par son successeur Hollande car trop vieille et ne présentant plus les garanties nécessaires de sécurité et de sûreté: « la centrale nucléaire de Fessenheim est au bord du Rhin... Le risque de tsunami n'est pas immédiat! ». Après une longue question argumentée sur le chômage des jeunes, le Président semble intellectuellement perdu, n'arrive pas à suivre et répond ainsi en tutoyant son questionneur : « Si tu as une question plus simple, j'y répondrai après. ». Quand il a appris la nomination d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie par son successeur François Hollande, Sarra9 Zyte Sar9ozy n'a pas été tendre : « François Hollande n'aime pas la finance et nomme comme ministre des finances un banquier ! On ne s'invente pas ministre de la République, on l'apprend ! La France est un pays profondément complexe, il faut l'expérience. « Plus tard questionné sur les affaires judiciaires où son nom est cité : « Est-ce que vous croyez que si j'avais quelque chose à me reprocher, je viendrais m'exposer dans un retour à la politique comme aujourd'hui? Est-ce que vous me prêtez deux neurones d'intelligence », lance The French Président Nicolas Sarkozy et il enchaîne: « La colère m'a quitté. Mais je n'aime pas l'injustice. Toute la campagne présidentielle, on a expliqué aux Français que j'étais mouillé dans l'affaire Bettencourt, que j'avais extorqué de l'argent à une vieille dame. Deux ans et demi d'enquêtes, quatre perquisitions, 22 heures d'interrogatoire. A l'arrivée : non-lieu. Qui me rendra mon honneur? », se plaint l'ancien président. Il poursuit ensuite sur l'affaire Karachi. « Dix ans d'enquêtes. On m'a même suspecté d'être complice de la mort de nos compatriotes... Les pauvres ! Aujourd'hui, je suis lavé. Qui me rendra mon honneur ? Est-ce que vous ne croyez pas que ceci sert certains desseins? », s'interroge-t-il. Puis il finit par une métaphore inspirée sur l'idée d'être toujours droit dans ses bottes : « Le fleuve, il reste fidèle à sa source et coule vers la mer. Les seuls qui remontent le fleuve, ce sont les saumons. Et ça se termine mal ». Ce grand penseur conclut ainsi : « Ce n'est pas toujours les méchants qui doivent gagner dans la vie... et je ne vise personne ! » Sur son retour à la politique, encore : « Il ne faut pas me laisser faire un discours, j'aime trop ça. »

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

LA GUERRE EN UKRAINE S'ENLISE...



Mohamed Rachid Idrissi Kaitouni réélu à la tête de la Fédération de l'énergie

Mohamed Rachid Idrissi Kaitouni a été reconduit à la tête de la Fédération de l'Énergie pour le mandat (2022-2025). A l'issue d'une assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue le 14 avril, les membres de la Fédération ont décidé à l'unanimité de retenir et d'élire la seule liste en lice composée de 7 membres. Il s'agit de Mohamed Rachid Idrissi Kaitouni, Ahmed Nakkouch, Saïd El Hadi, Abderrahim El Hafidi, Amina Bankhadra, Philippe Miquel et Jean Pascal Darriet. Quatre vice-présidents ont également



Mohamed Rachid Idrissi Kaitouni

été élus (Ahmed Nakkouch, Saïd El Hadi, Abderrahim El Hafidi et Amina Bankhadra) ainsi qu'un trésorier et un trésorier adjoint (Philippe Miquel et Jean Pascal Darriet). Le poste de secrétaire général de la Fédération est revenu à Mostafa Labraq alors que Nawfal El Fadil, le DG d'EDF Maroc, officie en tant que conseiller du président.

Comité Al Qods

L'Algérie se surpasse

La haine aveugle et l'obsession malade peuvent conduire ses auteurs sur des terrains inappropriés, à la limite de la folie politico-diplomatique. C'est le cas du dernier acte d'obstruction de l'Algérie sur la cause palestinienne, mené samedi 16 avril par le pays de Tebboune, via son représentant auprès des Nations unies, à l'adoption d'une déclaration publiée par le Groupe arabe à New York en relation avec la dernière agression israélienne contre les lieux saints à Al-Qods. Le motif de cette manœuvre flagrante qui a été déjouée : la référence au rôle du Comité Al-Qods relevant de l'Organisation de la coopération islamique OCI, que préside S.M le Roi Mohammed VI pour défendre la ville sainte et sauvegarder son identité. Ce texte bénéficiait pour-

tant du soutien de toutes les délégations arabes, sauf de l'algérienne qui voulait empêcher son adoption, ce qui a suscité l'étonnement, voire le dégoût des autres diplomates. Cela s'appelle le déni de la réalité. Une réalité aussi éclatante que les pénuries alimentaires qui frappent l'Algérie du fait de l'incurie chronique de ses dirigeants. Il faut avoir l'ADN haineux du régime algérien pour oser faire de la surenchère sur le statut du président du Comité Al Qods. Pathétique et minable à la fois surtout lorsque l'on sait que l'Algérie n'a jamais mis le moindre dinar dans l'Agence Bayt Mal Al Qods financé à plus de 80% par le Maroc. Heureusement que le ridicule et la bêtise ne tuent pas ! L'Algérie continue sur sa lancée inquiétante. Constamment hors sujet, hors du temps et en plein dans le délire !

PRÉSIDENTIELLE: ERIC ZEMMOUR TRÈS FRUSTRÉ...

SI J'ÉTAIS AU SECOND TOUR, JE L'AURAI DÉ-BATTU À PLATE COUTURE...





Côté **BASSE-COUR**



Humour et sarcasme au temps du Coronavirus (39)

Entre deux feux, chacun se fait fouetter à sa guise

La vie est faite d'illusions et de désillusions. C'est comme une machine à sous ; vous perdez plus que vous ne gagnez et pourtant vous continuerez à jouer quand même. La guerre en Ukraine nous a montré elle aussi, comme l'a fait Coronavirus, que la vie ressemble à un cauchemar qui avance. On sait maintenant que quand ça pète à l'autre bout du monde, on reçoit toute la merde en pleine figure où qu'on soit. Les prix flambent ; c'est le brasier et la perversion de toutes les pratiques. Tout le monde jase et bave sur ce qui se passe. Tout le monde est mécontent et s'en prend à ceux qui sont en haut de la pyramide, mais tout le monde est complice ; nous restons tous bloqués dans le constat et la résignation.

Il ne s'agit pas de faire un soulèvement ou une manif, mais juste de revoir certaines de nos prédispositions au bon sens. Rien ne devrait plus nous surprendre.

Que vaut une parole frustrée acculée à s'envoler ? Ça fait longtemps que beaucoup de choses nous sont passées sous le nez et qu'on s'est fait voler notre vie et notre avenir sous les yeux. Les mêmes gueules et tronches poisseuses, les mêmes rengaines et refrains rasants, la même

condescendance ridicule, toujours à la recherche du même bouc émissaire, ce petit mur qu'on saute facilement et sans permission. Quand ils tentent de nous expliquer ce qui se passe pour se justifier, ils s'enferment dans une logique branlante.

Pour nous mentir et nous accommoder au mensonge, ceux qui tirent les ficelles cherchent à atténuer notre colère en flirtant avec nos fantasmes.

Pour éluder, ou plutôt désamorcer, notre attention, ils créent la diversion, l'hameçon auquel on mord facilement, telle l'affaire Tazi, cet autre bouc émissaire jeté en pâture comme une charogne, sinon c'est aussi la réconciliation avec l'Espagne, cette liaison dangereuse où le Maroc se présente comme une femme qui ne prend plus d'amants, mais préfère asservir les hommes, et nous trouvons notre consolation dans cette nouvelle posture.

Cette diversion crée une surdose qui nous hypnotise et fait de nous des résignés. Mais tant que ceux qui ont la charge de nous diriger font les choses sous la bannière du je-m'en-foutisme, ils continueront à jubiler de notre silence, ou peut-être qu'ils se laissent abuser par ce silence.

Et ce citoyen qui aime rouspéter tout bas, il res-

semble à une personne qui se noie mais qui essaie juste de garder la tête hors de l'eau sans faire le moindre effort pour en sortir. Plus les prix augmentent, plus le citoyen est prêt à casquer sans protester. De nature, l'être humain est disposé à payer plus cher ce qu'il n'a pas ou ce qui coûte déjà cher. En agissant de la sorte, on cautionne tout et on donne une excuse aux magnats, parce que nous sommes moins fidèles à notre cause qu'ils ne le sont à la leur.

Alors, pourquoi se défoncer au travail et se crever à vouloir gagner sa vie ? Pourquoi attendre qu'elle nous sourie et que la providence nous épargne ? Faut-il accepter l'inéluctable ?

Que l'on crie ou que l'on monte d'un ton ou d'un cran, nos paroles ne feront que s'envoler. Comment voulez-vous que les gens s'engagent d'honneur, alors que beaucoup de choses les séparent et que leurs intérêts divergent diamétralement ? Dans la vie, c'est chacun pour soi et foutons la paix à Dieu ! Alors, pour continuer à mener notre train de vie sans le réduire, n'oublions pas de passer à la pompe pour nous faire pomper. ▶

Lahcen Ouasmi, Casablanca, 20 avril 2022.
(l.ouasmi@flbenmsik.ma)



المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC
KINGDOM OF MOROCCO

FORSA فرصة

Vous avez
un projet,
vous avez
Forsa

Déposez votre projet sur
www.forsa.ma
Et bénéficiez du financement



#men_lioum_t9ed_tebda



Côté BASSE-COUR



COUP DE BÈC

NOUREDDINETALLAL

La femme qui valait 5 millions !

Oui, vous avez bien lu ! 5 millions et on parle bien d'euros, pas de dirhams et encore moins de dinars algériens ! Pauvre Valérie Péresse, elle aurait dépensé sans compter pour sa campagne présidentielle... Quasiment toute sa fortune personnelle y serait passée ! Cinq millions d'euros de dilapidés puisque de retour sur investissement, il n'y en aura point ! On ne remuera pas le couteau dans la plaie des «Républicains» qui ont été quasiment rayés de la carte politique au soir du 10 avril, avec un score des plus ridicules... Le pire que sa famille politique n'ait jamais réalisé dans l'histoire de la cinquième république ! Se retrouvant logés quasiment à la même enseigne que Anne Hidalgo, son alter ego socialiste... Pour autant qu'on puisse encore qualifier de socialiste un parti qui ne sent plus la rose depuis belle lurette ! Valérie a donc lancé un pathétique appel au secours... Un cri de détresse adressé aux militants de ce qui fut un temps la plus grande formation politique de France, mais pas seulement ! Elle en a également appelé au bon cœur de tous les citoyens «épris de démocratie» pour renflouer des caisses désormais désespérément vides ! Parce qu'il ne faudra pas compter sur l'argent public pour ce faire ! Lhaj Miloud se permet de rappeler à ceux d'entre vous qui l'ignoraient qu'en France, les partis dont les représentants sont éliminés au premier tour des élections - sans avoir atteint le seuil de 5% - n'ont pas droit au remboursement par l'État de leurs frais de campagne. «J'ai besoin de votre aide, d'urgence, d'ici au 15 mai, pour boucler le financement de cette campagne présidentielle», a-t-elle imploré ! A votre bon cœur, M'sieurs-dames

! Il faut dire qu'il y a péril en la demeure, l'ampleur de la défaite ayant dépassé les prévisions les plus pessimistes ! Une défaite, au demeurant, qu'elle doit plus à ses amis du parti qu'à ses adversaires politiques...

Certes, Valérie Péresse, «Valoche» pour les intimes, n'est pas un foudre de guerre, mais il faut reconnaître que «ses amis» ne lui ont guère facilité la tâche, non plus ! «Mon Dieu, gardez-moi de mes amis, mes ennemis, je m'en charge»... Cette formule célèbre du Duc de Guise reste toujours d'actualité, comme on peut le vérifier chaque jour !

Il est frappant de constater qu'aucune personnalité d'envergure n'aura réussi à succéder à Sarkozy qui, en dépit de ses nombreux démêlés avec la justice, conserve un aura certain auprès des électeurs et des nostalgiques de son style volontariste. Lequel Sarkozy a refusé d'adouber son ancienne ministre, la laissant seule dans l'arène et ne se privant pas à l'occasion de lui décocher quelques phrases assassines... Le méchant ! Toujours égal à lui-même...

La campagne de Valérie Péresse, aussi infructueuse fût-elle, aura coûté cher... Très cher ! D'où cet appel du 10 avril... Moins glorieux que celui du 18 juin, il faut le reconnaître ! Un appel aux Français pour boucler le financement de sa campagne, faisant état d'une situation critique.

Et elle espère brasser large, «Valoche» ! «Je lance un appel national aux dons, à tous ceux qui m'ont apporté leurs suffrages mais aussi à tous ceux qui ont préféré hier le vote utile, et enfin à tous les Français attachés au pluralisme politique et à la liberté d'expression», a-t-elle ajouté... Petit détail «anodin» : elle précise que les

dons pouvaient être réalisés en ligne sur le site... valeriepecresse.fr. Euhhh, il n'y a pas un site plus «professionnel» s'interroge Lhaj Miloud, toujours aussi suspicieux ? Lequel Lhaj Miloud trouve que pour une candidate partisane de la méritocratie et qui n'a de cesse de pourfendre l'esprit d'assistanat qui prévaut chez «les gueux», voilà un appel bien incongru ! Cerise sur le gâteau, notre passionaria aurait même avancé de sa poche la modique somme de 5 millions d'euros, comme susmentionné ! Et même plus question de traficoter un peu les comptes pour essayer de retomber sur ses pattes. Un exercice à la Pygmalion dans lequel les trésoriers du parti avaient excellé en d'autres temps ! Nostalgie, quand tu nous tiens !

Financement

Pour prendre un tel risque, elle devait déjà se voir à l'Élysée, notre «Perette au pot au lait», il n'y a pas de doute ! Où elle aurait eu tout le loisir de récupérer ses billes... sauf qu'elle avait tout faux ! Maintenant, la question qui taraude Lhaj Miloud est la suivante : d'où vient la fortune de cette candidate qui s'est permis de consacrer une telle somme à une cause que tout le monde, sauf elle, disait perdue d'avance ? Lhaj Miloud serait d'avis d'enquêter sur le sujet parce que, dans un pays où une bonne partie de la population peine à joindre les deux bouts, elle vient nous rappeler de manière éclatante les écarts abyssaux de revenus qui caractérisent toujours la société française plus de deux siècles après la révolution de 1789... Quand des hommes courageux et généreux avaient rêvé d'égalité... Voire de liberté et de fraternité ! Lhaj Miloud vous renvoie donc à la

déclaration de patrimoine déposée par les candidats et qui révèle que c'est Valérie Péresse qui possède, effectivement, la plus grosse fortune avec 10 millions d'euros. Un magot amassé le plus honnêtement du monde par son... époux ! Dans le détail, la présidente de la région Île de France est propriétaire de trois maisons, son patrimoine immobilier s'élevant à plus de 4 millions d'euros... Elle détient aussi plus de 2,5 millions d'euros dans divers contrats d'assurance vie, un compte courant de 2 millions d'euros et un million d'euros d'actions chez General Electric aux États-Unis, dont son mari, Jérôme, est le PDG de la branche Énergies renouvelables. Quand on aime, on ne compte pas et Jérôme est donc passé à la caisse ! Parce qu'il se voyait sans doute déjà «Première Dame de France»...

On comprend mieux l'appel de Valérie ! D'ailleurs, elle a bien précisé qu'elle s'était «endettée» de 5 millions pour mener à bien sa campagne... auprès de son mari ! Curieusement, le président sortant, candidat à sa propre succession, n'a déclaré aucun patrimoine immobilier. Il aurait même contracté un prêt pour travaux contracté au Crédit Mutuel en 2011, avec encore... 122.515 euros restants à rembourser ! Ce qui implique qu'il cache bien son jeu... ou alors son magot ! Pour revenir à «l'appel du 10 avril», il n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd ! Les humoristes s'en sont donnés à cœur joie avec même une parodie de chanson des enfoirés qui fait le bonheur des internautes ! A l'heure où nous mettons sous presse, la cagnotte s'élèverait déjà à 1,4 million d'euros ! Encore un effort, Citoyens, «Valoche» compte sur vous pour se refaire une santé !

La facture énergétique de l'ONEE explose



Abderrahim El Hafidi, directeur général de l'ONEE.

Le directeur général de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), Abderrahim El Hafidi, a tiré la sonnette d'alarme mercredi 13 avril à Rabat sur les répercussions de la flambée des cours des carburants et de l'électricité au niveau mondial sur l'équilibre économique et financier de l'Office. La facture énergétique au titre de 2022 pourrait avoisiner les 47,7 milliards de dirhams (MMDH). Le patron de l'ONEE qui s'exprimait devant la Commission des infrastructures, de l'énergie, des mines et de l'environnement à la Chambre des représentants a révélé que la facture énergétique s'est élevée, en moyenne, à près de 21 milliards de dollars durant les quatre dernières années. M. El Hafidi s'attend à une hausse de plus de 25 milliards de dirhams au titre des achats d'énergie et de carburants par rapport à 2021. Entre autres mesures envisagées par l'Office pour amortir ce choc énergétique sur ses finances, le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation sur la consommation raisonnable de l'électricité et l'utilisation de technologies et d'équipements économes en énergie. Il s'agit à cet égard de pousser les grands opérateurs industriels à s'inscrire dans l'effort national de réduction de la pression sur le système électrique et de promouvoir la tarification Bi-Horaire réservée aux grands clients basse tension de l'Office. Les impacts annuels attendus de ces actions pourront se traduire par une diminution d'environ 100 mégawatts de la demande pendant les heures de pointe...



Le Maigret du CANARD



Controverse autour de Forsa

Une occasion pour un énième ratage ?

Il est clair que les attaques orchestrées contre le programme Forsa ne sont pas dénuées de certaines arrière-pensées dont les auteurs misent sur son échec surtout que la ministre en charge du dossier a prêté le flanc aux critiques...



La ministre du Tourisme, de l'artisanat et de l'économie sociale et solidaire, Fatim-Zahra Ammor.

Ahmed Zoubair

Les promoteurs du programme Forsa (opportunité en français), les services du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale, n'avaient pas besoin de mobiliser des fonds considérables à titre de la communication pour le faire connaître, via les réseaux sociaux, auprès de la population-cible. Ce programme a suscité une grosse polémique avant même son lancement. D'abord en raison du choix de ce ministère pour son pilotage à travers la Société marocaine d'ingénierie touristique (SMIT).

Le lien entre cette institution et Forsa n'étant pas évident pour de nombreux observateurs qui voient dans le ministère de l'Inclusion économique, de la petite entreprise, de l'emploi et des compétences, dirigé par le PAM Younès Sekkouri, le tuteur naturel d'un tel dispositif. Certains sont allés jusqu'à faire état d'une opération de captation au profit du département de Fatim-Zahra Ammor qui aurait provoqué une crise politique entre alliés. Or, l'attribution de tel ou tel chantier gouvernemental à tel ou tel ministère relève du pouvoir discrétionnaire du chef de l'Exécutif, habilité à faire les arbitrages qui lui semblent judi-

cieux. Pour Forsa, Fatim-Zahra Ammor était impliquée depuis le début dans la conception du programme, de son ingénierie et des mécanismes de sa mise en œuvre. Mais Mme Ammor a ceci de particulier qu'elle a toujours une controverse au frais. Problème de tempérament, peut-être. Alors que la polémique autour de la tutelle légitime de Forsa n'a pas encore été éteinte, la voilà qui suscite une nouvelle levée de boucliers en faisant appel à une brochette d'influenceurs pour le lancement officiel de Forsa. Se considérant injustement exclus de la couverture de cet événement au profit d'une communauté virtuelle, les journalistes du réel ont aussitôt monté l'affaire en épingle en tirant à boulets rouges sur la ministre. Comme pour la tutelle de Forsa, cette séquence pose un problème de légitimité accompagnée d'un torrent de critiques et de procès d'intention qui ont eu comme résultante d'escamoter les objectifs du programme qui sont intéressants sur le papier: Accompagnement au cours de 2022 de 10.000 porteurs de projets incluant tous les secteurs de l'économie pour un prêt à 100.000 dirhams en plus d'une prime de 10.000 DH, remboursable sur une durée maximale de 2 ans. Les candidats ont la possibilité de s'enregistrer via

une plateforme virtuelle ou dans des bureaux dédiés avant les étapes de la vérification et de la présélection, puis de l'entretien individuel, et du financement.

Contentieux

Dans l'élaboration de Forsa, le gouvernement a veillé à verrouiller les critères d'éligibilité pour éviter de tomber dans les erreurs du passé qui ont conduit à l'échec de programmes plus ou moins similaires comme Moukawalati, lancé en septembre 2006 et le fameux Crédit jeune promoteur initié à la fin des années 80 par le Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA), dirigé alors par un certain Habib El Malki. La majorité des dossiers bancaires de ces deux programmes, visant à encourager l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes, ont fini en contentieux et devant les tribunaux. Il convient de rappeler, histoire d'avoir une idée sur l'étendue du fiasco, que les promoteurs de Moukawalati, par exemple, se sont fixés comme objectif la création de 30 000 entreprises en trois ans alors que seuls quelque 300 projets ont pu aboutir en une année! L'opération Forsa est venue dans le sillage du programme Intelaka lancé en 2020 au profit des TPE, TPME et auto-entre-

preneurs en leur assurant un financement à des conditions très avantageuses. Il est clair que les attaques orchestrées contre Forsa ne sont pas dénuées de certaines arrière-pensées dont les auteurs misent sur son échec surtout que la ministre en charge du dossier a prêté le flanc aux critiques. A commencer par les islamistes du PJD dont le chef a sauté sur ce qu'il a considéré comme une occasion rêvée pour se refaire les dents que le parti a perdues sur le récif du triple scrutin du 8 septembre 2021, et redevenir un tantinet politiquement audible. Surfant sur la controverse suscitée par ce programme, le PJD a rendu public un communiqué (à l'issue de la réunion du dimanche 17 avril de son secrétariat général) où il a repris à son compte l'essentiel des griefs formulés à son endroit comme le « gaspillage d'un budget de 23 millions de DH alloué au volet communication ». Et si Forsa était le programme qui va s'inscrire en rupture avec les échecs du passé ? « Le programme Forsa a été conçu différemment de ses ancêtres et il n'est pas comme le prétendent ses détracteurs une nouvelle usine à gaz qui engloutira l'argent public », précise une source proche du dossier. Forsa, un nouveau départ solide pour les jeunes entrepreneurs ?



Maroc Telecom : Les filiales dopent les résultats du 1er trimestre 2022

Le Groupe Maroc Telecom qui a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 8,8 milliards de DH (MMDH) à fin mars entame l'année 2022 avec des résultats encourageants tirés par la performance de filiales. A cette date, le résultat opérationnel (EBITA) ajusté consolidé s'établit à 2,815 MMDH, en hausse de 2,5% (+3,2% à taux de change constant sous l'effet de la baisse de la charge d'amortissement. La marge d'exploitation ajustée progresse, quant à elle, de +1,2 points à taux de change constant pour s'établir à 32,1%.

A la même échéance, le résultat net ajusté part du Groupe ressort croît pour sa part de 2,5% à taux de change constant par rapport au premier trimestre de 2021, du fait de la croissance du résultat net des activités au Maroc comme à l'International. S'agissant

du Cash Flow, les flux nets de trésorerie opérationnels ajustés s'établissent à 3 0,151 MMDH, en hausse de 17,5% (+18,5% à taux de change constant par rapport à la même période de 2021). En constante évolution, le nombre de clients de l'opérateur historique qui s'appuie sur la dynamique de ses actifs en Afrique subsaharienne a atteint près de 76 millions à fin mars 2022, en progression de 3,6% sur un an, tiré essentiellement par la croissance des parcs mobile sur le marché domestique et dans les filiales (respectivement +2,8% et +4,4%). À fin mars 2022, le parc mobile compte 19,9 millions de clients, en évolution de 2,8% sur un an, correspondant à un chiffre d'affaires en baisse de 5,1% par rapport à la même période de 2021, toujours fortement impacté par le contexte réglementaire et concurrentiel.

Le parc Fixe, quant à lui, perd 2,6% et s'établit à près de 2 millions de lignes à fin mars 2022. Alors que le parc Haut Débit affiche 1,7 million d'abonnés, tiré par l'expansion du parc FTTH (+47%) qui compense en partie les pertes de clients ADSL.

Pour ce qui est du résultat net ajusté part du Groupe s'est établi à 1,5 MMDH, en croissance de 2,5% (à taux de change constant) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le CA mobile a pour sa part enregistré une baisse de 5,1% à 2,816 MMDH tandis que les activités Fixe et Internet ont généré un CA de 2,394 MMDH en croissance de 1% par rapport à 2021. Côté activités du Groupe à l'International, elles ont réalisé un CA de 4,3 MMDH, en évolution de 1,8% à taux de change constant, porté par la croissance de la Data Mobile (+29%).



Le Maigret du CANARD



Stock de sécurité des produits pétroliers

Pourquoi le Maroc roule presque à sec...

Faut-il s'inquiéter du seuil critique atteint actuellement par le stock de sécurité des produits raffinés, sachant que le Maroc vit depuis plusieurs années avec un niveau de consommation de moins de 30 jours ?

Jamil Manar

Le stock de sécurité du Maroc en gasoil, le carburant le plus consommé et du non moins très utilisé gaz butane, à la date du 11 avril, est d'à peine 26 jours alors qu'il doit être de 60 jours selon la loi. La faiblesse est relative pour l'essence (43 jours) et 34 jours pour le kérosène. Ces données ont été révélées récemment par la ministre de tutelle Leila Benali devant la commission des infrastructures, de l'énergie, des mines et de l'environnement de la Chambre des représentants. Du coup, certains se sont inquiétés de l'insuffisance du niveau de sécurité des produits pétroliers. Mais ce qu'il faut savoir c'est que ce déficit n'a rien de conjoncturel; il est plutôt

imputable à un problème structurel lié directement à l'insuffisance des capacités de stockage nationales.

Pour le gasoil par exemple, les stocks disponibles à fin 2015 ne permettaient de couvrir, en moyenne, que les besoins de 24,1 jours de consommation. Il arrive que les stocks de divers produits pétroliers atteignent des seuils encore plus critiques n'excédant pas 10 jours de consommation pour certains mois. Visiblement, les agréments de nouveaux distributeurs distribués à tour de bras par l'ex-ministre de tutelle Abdelaziz Rabbah n'ont pas permis d'augmenter la capacité de stockage. Du coup, une question se pose : A quoi ont servi ces autorisations et quel était leur moteur réel ?

Cela dit, l'arrêt d'activité de la Samir a certainement agi sur le stock de sécurité du fait de la

non-utilisation de ses bacs de stockage d'une capacité d'environ 2 millions de tonnes. Par ailleurs, la faillite frauduleuse du raffineur de Mohammedia représente en cette période de tensions sur le marché international des hydrocarbures un risque supplémentaire sur la sécurité de l'approvisionnement du marché en produits pétroliers. Mais certains milieux notamment syndicaux qui s'appuient sur l'envolée spectaculaire des prix du Brut pour appeler à la reprise de l'activité de la Samir, qui revient régulièrement dans le débat public, racontent des salades. D'abord, on ne relance pas un outil de production à l'arrêt depuis près de 7 ans comme on redémarre un moteur en mal d'entretien. Trop compliqué comme processus. Les différentes installations de la Samir, raffinage et réservoirs, doivent être dans un état déla-

bré avec des machines profondément attaquées par la rouille et probablement condamnées. Ce paramètre pose la question de sa fiabilité en tant qu'outil de production, ce qui expliquerait en grande partie les échecs multiples de nombreuses tentatives de cession à des soumissionnaires étrangers de l'entreprise en liquidation judiciaire depuis 2016. « Si seulement des investisseurs acceptaient de reprendre la Samir », avait déclaré Aziz Akhannouch lundi 18 avril dans le cadre de l'intervention mensuelle du chef du gouvernement devant les députés (voir encadré).

Et last but not least, l'État marocain ne peut rien faire tant que le CIRDI (Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements), saisi en mars 2018 par l'ex-actionnaire principal défaillant de la Samir le Saoudien Mohamed

Al Ammoudi via sa société Corral Holding Morocco, n'aura pas rendu sa sentence arbitrale sur ce dossier complexe.

Homme des faillites frauduleuses par excellence, ce dernier ne désespère pas, après avoir roulé dans le fuel plusieurs banques de la place, l'administration des douanes et une flopée de fournisseurs, chouraver le Maroc de quelques milliards de DH au titre de dommages-intérêts qu'il réclame pour un prétendu préjudice du au recours de ses anciens clients, les distributeurs locaux, à l'importation des produits raffinés. Dans ce contexte marqué par le renchérissement des hydrocarbures, certaines voix, qui carburant au populisme, appellent à la renationalisation de la Samir qu'ils présentent comme la solution à la réduction des prix des carburants à la pompe. Mais de quelle Samir parlent-elles ?



Leila Benali, ministre de la Transition énergétique et du Développement durable.

LA LAMPE DONT RÊVE BENKIRANE POUR SORTIR LE PJD DE SA MALVAISE PASSE FINANCIÈRE



Panne sèche au PJD

Une vive passe d'armes a opposé à l'hémicycle Aziz Akhannouch et les députés du PJD sur le sujet clivant du carburant. Sur un ton clair et ironique, le Premier ministre a commencé par rappeler que la libéralisation du marché des hydrocarbures est une décision prise par les islamistes en réponse à une accusation du chef du groupe islamiste Abdallah Bouanou selon laquelle le gouvernement a manqué de « transparence dans l'application des prix des carburants sur le marché national ». Et M. Akhannouch d'enfoncer le clou en s'adressant directement à M. Bouanou : « Votre propos comporte beaucoup d'inexactitudes et de mensonges. Si votre objectif est la réintégration des carburants dans la caisse de compensation et lui réserver quelque 3 milliards de DH il faut que vous voyiez cela avec votre patron (Benkirane, NDLR) et revenir vers moi ensuite mais je ne pense pas qu'il soit d'accord ». Sur ces entrefaites, les élus islamistes, piqués au vif, se sont emportés en s'agitant et en gesticulant bruyamment sur les travées du Parlement avec prises de bec avec quelques députés RNI. La stratégie pjdiste du chahut a empêché le Premier ministre d'aller jusqu'au bout de son argumentaire. M. Akhannouch a juste eu le temps de dire au sujet de l'accusation proférée par le PJD du gonflage par les distributeurs de leurs marges qu'il s'agit d'une « vieille rengaine » islamiste. Celle-ci est une fake news, aux allures de grosse manipulation, contenue dans un rapport rendu public en 2018 bourrée de contre-vérités et d'approximations réalisé par une mission parlementaire sur les prix des hydrocarbures, que le président d'alors de la Commission des finances et député-maire PJD de Meknès, Abdellah Bouanou, a fait fuiter dans certains sites électroniques inféodés au PJD. Objectif inavoué : fragiliser Akhannouch l'homme politique, aux yeux de la population en le présentant sous les traits d'un opérateur économique vorace qui s'est enrichi indûment aux dépens des Marocains. C'est cette rengaine que M. Bouanou et ses amis ont tenté, à la faveur de la flambée actuelle des prix des carburants, de ressortir pour mettre en difficulté le gouvernement et son chef. Incapable de trouver de nouveaux sujets d'opposition, le PJD souffre décidément d'une grosse panne sèche. »



Le Maigret du CANARD



Gestion de l'eau agricole

Pluie de dollars sur le Maroc

Face à une vague de sécheresse inédite, la Banque mondiale a décidé d'irriguer le Maroc d'un prêt de 180 millions de dollars qui devait être validé avant la fin mars 2022. Une enveloppe bienvenue en ces temps de vaches maigres...

Olivier Delagarde

Mettre les petits plats dans les grands afin de recevoir David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale les 23 et 24 mars derniers, n'était pas dénué d'un certain intérêt. Durant sa visite, le grand argentier était accompagné de Ferid Belhaj, Vice-Président de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, de Jesko Hentschel, directeur pays pour le Maghreb et Malte à la Banque mondiale et de Xavier Reille, directeur de la Société financière internationale (IFC) pour le Maghreb. En suite de cet accueil, le royaume bénéficie d'un nouveau coup de pouce afin de l'aider à renforcer sa gestion de l'eau dans le secteur agricole. En effet, la Banque mondiale s'est engagée à entériner avant fin mars 2022, un prêt de 180 millions de dollars. Ce prêt exceptionnel est destiné à la mise en œuvre du projet de Résilience et de durabilité des eaux d'irrigation (Redi).

Irrigation agricole

Préparé depuis ce début d'année par le gouvernement et compte tenu des prévisions météorologiques fort pessimistes, le projet vise à renforcer et à compléter les dispositifs d'irrigation et de drainage existants, ainsi qu'à améliorer l'accès aux services de conseil et aux technologies d'irrigation des régions de Tadla, Casablanca-Settat et Souss-Massa. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), le Maroc est déjà considéré en stress hydrique avec seulement 500 mètres cubes d'eau douce par habitant et par an, contre 2500 mètres cubes en 1960 et la situation devrait encore s'aggraver selon les climatologues. Ainsi, le ministère marocain de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts chargé de la mise en œuvre du projet prévoit, avec ce financement de la Banque mondiale, de renforcer et d'améliorer la gestion de l'eau dans les régions-cibles. Dans le cadre fixé par le gouvernement, le Redi soutiendra la création d'une plateforme-pilote de distribution d'eau « échangeable » qui couvrira 90.000 hectares pour 1.000 agriculteurs dans le périmètre du Tadla situé au centre du Maroc. Le dispositif appuiera également la mise en œuvre du contrat de nappe à Chtouka, situé dans la région de Casablanca-Settat, afin d'améliorer la gestion durable des eaux souter-



Le secteur agricole vital l'économie marocaine.

raines, notamment à travers la mise en place d'une commission regroupant les principales parties prenantes. Enfin, le projet prévoit le recrutement d'un opérateur privé chargé du suivi et du contrôle des prélèvements d'eau souterraine par les agriculteurs. Afin de renforcer la gouvernance de l'eau, le projet prévoit aussi la conception, le développement ainsi que la mise en œuvre d'instruments numériques de gestion de l'eau et d'agro-informatique, composé notamment de deux

observatoires de suivi-évaluation des impacts de la modernisation au niveau de la parcelle et hors parcelle, l'un au niveau du périmètre du Tadla et l'autre au niveau de l'Office régional de mise en valeur agricole (ORMVA). Le deuxième volet du projet est consacré à la construction et la modernisation des systèmes d'irrigation. Dans la région de Tadla, le dispositif Redi permettra la construction de nouveaux réseaux d'irrigation sous pression qui viendront remplacer ceux existants et à

ciel ouvert. Un canal d'adduction d'eau situé dans le périmètre de Tadla sera également modernisé. À Chtouka, le projet Redi permettra l'installation de compteurs d'eau sur 9.000 forages pour une meilleure gestion de la nappe phréatique. Quant à la région de Souss-Massa, le gouvernement prévoit la rénovation de la station de pompage principale (SP1), la réhabilitation du canal principal, la rénovation des réseaux de distribution et l'installation de bornes d'irrigation dans les secteurs encore non équipés. Le gouvernement espère ainsi améliorer l'irrigation d'une superficie totale de plus de 10.000 hectares. La troisième composante du projet de résilience et de durabilité des eaux d'irrigation vise, quant à elle, à améliorer l'accès aux services de conseil et aux technologies d'irrigation à la parcelle ou au goutte-à-goutte.

Une économie capitale

C'est un secret de Polichinelle, l'agriculture revêt une importance économique et sociale indéniable au Maroc, avec une part autour de 38% dans l'emploi total au niveau national et environ 74% en milieu rural. Cette activité contribue, par ailleurs, pour près de 14% du PIB, sachant que cette contribution est variable selon les territoires. Faire de l'agriculture un moteur de croissance économique et un outil efficace de lutte contre la pauvreté rurale, tel est l'objectif de la stratégie Plan Maroc Vert mis en place en 2008. L'agriculture est réellement au centre des préoccupations de développement durable et de sécurité alimentaire. En plus de sa contribution à l'économie de près de 14%, son impact socio-économique réel est largement supérieur grâce, notamment à ses effets d'entraînement à l'amont, à l'aval et à travers la consommation finale des ménages. Par son mode de gouvernance structuré et responsable, le Plan Maroc Vert a créé une nouvelle dynamique dans le secteur agricole. Depuis la mise en œuvre du Plan Maroc Vert en 2008, l'investissement privé dans le secteur agricole est estimé à près de 56 milliards de DH. En outre, une valeur ajoutée supplémentaire moyenne de plus de 31 milliards de DH a été réalisée entre la période 2003-2007 et la période 2008-2018 avec toutes ses implications sur l'amélioration du niveau de vie des populations rurales. ▶

Rassurer l'écosystème agricole

Si vu du royaume et qui plus est des plaines agricoles chérifiennes, la nouvelle est bonne, encore faut-il mesurer et observer la générosité de la Banque mondiale, dont le siège social se trouve à Washington, avec une certaine retenue. Tout d'abord, le coup de pouce au dispositif du gouvernement est un prêt. Autrement dit, de l'endettement supplémentaire pour le pays dans un contexte conjoncturel national mais aussi mondial, quelque peu tendu. De prime abord bien entendu et devant l'urgence à « rassurer » l'écosystème agricole, le dispositif proposé par le plan Rédi assorti de l'assurance de son financement, est plutôt le bienvenu. Toutefois, les conditions tant en termes de délai de remboursement qu'en intérêts, restent floues. Et la discrétion est de mise du côté du ministère des Finances, tout en se voulant dans le même temps rassurant et optimiste, diplomatie oblige. Mais voilà, en bon père de famille, on paye ses dettes. La Banque mondiale est une institution financière internationale qui accorde des prêts à effet de levier à des pays en développement pour des projets d'investissement. En outre, elle fait partie des multiples institutions spécialisées « satellites » de l'Organisation des Nations unies (ONU). Elle accorde des prêts à des taux préférentiels à ses pays membres en difficulté ponctuelle ou durable. En contrepartie, l'institution réclame que des dispositions « politiques d'ajustement structurel » soient prises afin par exemple de limiter la corruption, maintenir un équilibre budgétaire ou faciliter l'émergence de la transparence économique, ou bien encore d'un modèle démocratique. Qu'ait-elle « dealé », exigé du gouvernement marocain ? Nul ne le sait et personne n'aura posé la question. Selon une règle tacite, le directeur du FMI est désigné par les gouverneurs européens alors que le président du Groupe de la Banque mondiale (GBM) est désigné par le gouvernement américain, les États-Unis étant le principal actionnaire de la Banque mondiale. Ce dernier est élu pour un mandat de cinq ans renouvelables. De son côté, le portefeuille actif de la Banque mondiale au Maroc, comprend 20 projets de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) pour un total de 5 milliards de dollars. Au cours de la dernière année fiscale, la Banque mondiale a engagé un montant global record de 1,8 milliard de dollars, faisant du Maroc l'un des plus importants bénéficiaires. Au cours de l'année civile 2021, la Société financière internationale a investi quelque 447 millions de dollars au Maroc. ▶

O.D.



Le Maigret du CANARD



Le stress hydrique, lié entre autres aux changements climatiques, interroge sérieusement notre modèle de développement agricole basé sur une utilisation intensive de l'eau, devenue une ressource rare et coûteuse. D'autant plus que l'agriculture est le premier utilisateur des ressources hydrauliques disponibles avec plus de 80% (voire 86%). Le reste est constitué de l'eau potable et de l'eau utilisée par l'industrie. Ces données montrent à l'évidence que tout effort de rationalisation et d'économie de l'eau, devenu par ailleurs impératif et urgent, doit porter essentiellement sur le secteur agricole. D'où la nécessité de revoir de fond en comble les orientations actuelles de notre modèle de développement en cours comme cela a été recommandé par la Commission Spéciale sur le Nouveau Modèle de Développement et suggéré dans plusieurs études universitaires ou des positions exprimées par certaines formations politiques. Il faut rappeler, en effet, que le contexte dominant lors du lancement de la politique des barrages au cours des années 60 avec l'objectif d'irriguer un million d'hectares, n'est plus le même. D'abord au niveau des ressources hydrauliques qui ont baissé de 2500 m3 (mètre cube) par habitant à moins de 700 m3 aujourd'hui. Ensuite, personne ne parlait à l'époque de variations climatiques et leur impact sur l'économie et la société, du moins au niveau des instances officielles qu'elles soient nationales ou internationales. Les discussions sur le changement climatique ne commencent à prendre de l'ampleur qu'à partir des années 90 suite à la création du GIEC en 1988 (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

Logiquement, il aurait fallu anticiper les changements en procédant à un examen en profondeur de nos choix agricoles et en modifiant notre comportement par rapport à l'eau. Mais cela ne s'est pas produit pour au moins deux raisons fondamentales. D'abord, le Maroc avait déjà pris des engagements dans le cadre des accords de libre-échange en faisant sienne la théorie ricardienne des avantages comparatifs. Selon cette théorie, largement critiquée par ailleurs, un pays aurait intérêt à produire des biens dans lesquels il dispose d'un avantage et les échanger contre des biens dans lesquels il est relativement désavantagé. On ne se pose nullement la question de l'indépendance économique et de la nécessité d'assurer la souveraineté alimentaire ou autres ! La deuxième raison tient au poids qu'exerce le lobby agro-exportateur, bien organisé dans le cadre associatif et politique et largement influent dans l'administration marocaine. Le Plan Maroc vert (2008-2020), relayé aujourd'hui par le « plan green génération », s'inscrit dans cette vision et n'a fait qu'entériner ces choix en distinguant deux piliers : le pilier I celui de l'agriculture moderne (entendue capitaliste et exportatrice) qui intéresse quelques milliers de personnes a bénéficié de la part du lion des investissements et des subventions publics (100 MM DH en 10 ans ramenés à 78MM) ; le pilier II, celui de l'agriculture solidaire qui intéresse l'écrasante majorité de la paysannerie, et qui produit de surcroît les biens essentiels pour l'alimentation de la population, n'a bénéficié que d'un montant somme toute modeste (20 MM DH portés à 21,4MM DH). Ces chiffres sont parlants à eux seuls : le choix de classe ne fait l'objet du moindre doute. Quid des réalisations de ce PMV ? Si certains indicateurs ont connu effectivement une amélioration sensible comme l'investissement,

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**

Le modèle agro-exportateur et la surexploitation de nos ressources hydrauliques *

les exportations, la valeur ajoutée agricole avec une modification sensible de sa structure, l'intensité capitaliste, force est de constater que sur d'autres aspects, on peut considérer qu'il a connu un échec. Tel est le cas au niveau de la réalisation de la sécurité alimentaire, de la gestion efficace des ressources en eaux, de la transformation du monde rural : faible taux de valorisation de la production agricole qui ne touche que 40 % ; persistance de la pauvreté et de la vulnérabilité ; déficit des services sociaux etc. Ce qui nous fait dire que le PMV a réussi à développer le capitalisme agraire en enrichissant effectivement une catégorie limitée de la population tout en appauvrissant le pays et en aggravant sa dépendance pour les biens de première nécessité tels que les céréales, le sucre, les huiles alimentaires pour lesquels le pays dégage des taux de dépendance supérieurs à ceux qui étaient en vigueur dans les années 60 du siècle dernier.

Par ailleurs, si les promoteurs du PMV s'enorgueillissent de l'augmentation spectaculaire des exportations agricoles qui ont dépassé 44 MM DH, ils oublient le fait que nos achats en produits alimentaires dépassent largement ce montant en avoisinant les 60 MM DH. Mais là n'est pas l'essentiel. En exportant ces produits agricoles, on brade une ressource rare qui est l'eau. Alors que le coût réel du m3 de l'eau d'irrigation varie, selon les bassins hydrauliques, en intégrant le coût des barrages, entre 2,7 DH et 7Dh (selon un rapport de l'AFD relativement ancien), les agriculteurs exportateurs ne déboursent qu'un prix symbolique ne dépassant pas dans le meilleur des cas 0,4 DH le m3. En prenant un coût moyen de 5 DH le m3, et sur la base des superficies cultivées ou plantées, nous avons abouti aux résultats suivants et qui sont à considérer comme ordres de grandeur eu égard à l'indigence de l'information. Ainsi, l'avocat qui couvre 4000 ha, consomme en moyenne 24 millions m3 d'eau, soit un coût réel de 120 MDH. Pour les tomates qui couvrent une superficie de 20000 ha avec une consommation de 9200 m3 d'eau l'ha, le coût réel total de l'eau utilisée serait de 920 M DH. Les Oranges, qui s'étendent sur une superficie de 60000 ha, consomment à leur tour 7700 m3 en irrigation localisée et 15400 m3 en irrigation gravitaire pour chaque hectare, soit un coût total de plus de 3 MMDH. En prenant les agrumes dans leur ensemble, (130000 ha), ce coût dépasserait 7 MM DH. Le même raisonnement peut être fait pour les autres fruits et légumes exportés, et pour certains par des exploitants étrangers (cas des fraises et framboises). Ces milliards de DH constituent une perte considérable pour la collectivité et une rente à la fois pour les exportateurs marocains et le consommateur européen. Voici une illustration du revers de la médaille du libre-échange !!

N'est-il pas opportun de marquer un temps d'arrêt dans cette course à l'aveuglette et sans précaution pour procéder à un examen de notre conscience collective et mesurer en toute objectivité l'ampleur des gâchis causés à notre pays ? En faisant prévaloir les intérêts vitaux de notre peuple et de notre nation. Notre sécurité hydrique et alimentaire en dépend. Voire notre sécurité en général. Et celle-ci n'a pas de prix. ▶

* Synthèse de notre intervention à la rencontre organisée par le PPS le 14 avril dernier sur le thème « quelle gouvernance pour faire face au stress hydrique et aux changements climatiques » ?

Carton jaune pour Casa Events & Animation

Alors que les billets des matchs de football sont vendus d'habitude en ligne, Casa Events & Animation a pris une décision pour le moins surprenante. Cette société de développement local (SDL), en charge entre autres de la gestion du complexe Mohammed V, a décidé pour le match retour Raja-Al Ahly, qui se joue ce vendredi 22 avril à Casablanca, de faire marche arrière et de confier l'opération de vente des billets au réseau physique de NAPS. Scandale... L'affaire serait passée inaperçue si certains points de vente de NAPS n'ont pas été pris d'assaut dès le petit matin du mercredi 20 avril par une foule des grands jours, ce qui a causé un désordre indescriptible, poussant les forces de l'ordre à intervenir pour fermer les magasins. On n'était pas en effet loin d'un problème d'ordre public, les supporters étant capables de tout pour obtenir leurs tickets. Les observateurs de la scène footballistique locale s'interrogent sur le motif qui a poussé les dirigeants de Casa Events à jouer les agents commerciaux de NAPS, un petit opérateur à la réputation sulfureuse qui a investi le créneau du paiement électronique, moyennant quelques scandales et escroqueries. A quoi rime le rapprochement Casa Events et NAPS ? Y a-t-il, comme le soupçonnent certains, anguille sous gazon ?



La vente en ligne des tickets des matchs est une solution au désordre de la commercialisation dans le commerce physique.



Bec et ANGLE



ABDELLATIF MIRAOU...

Mministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.



Je suis un homme de devoir

Une équipe du Canard a débarqué à l'improviste chez le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le PAM Abdellatif Miraoui...

Vous venez de créer une polémique avec votre décision de destitution de la présidente de l'université Hassan 1er de Settat Khadija Safi... Qu'est-ce que vous lui reprochez au juste ?

Rien de particulier, sauf que la tête de cette parachutée dont l'université était au centre d'affaires retentissantes de harcèlement sexuel et d'achat de thèses universitaires ne me revient pas et j'ai envie de la remplacer par un visage plus sympa. Cogner relève de ma conception du cognitif.

On vous attendait plutôt sur la mise à niveau de l'enseignement supérieur et non sur le jeu des mises à l'écart ?

C'est la preuve que je suis un ministre qui agit dans le bon sens en détricotant le système clientéliste dépassé de mes prédécesseurs. En tant que ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation, je n'arrête pas d'innover pour le bien de notre université en injectant du sang neuf dans le secteur national du népotisme.

Ce n'est pas votre premier acte innovant, vous avez déjà imposé un de vos proches à la tête de la direction des Affaires juridiques, des équivalences et du contentieux...

C'est ma conception de la Recherche scientifique où notre pays est à la traîne. Ma mission consiste à trouver des profils très recherchés capables d'enrichir la recherche clientéliste.

On n'est jamais bien servi que par soi-même et ses hommes liges. Connaissez-vous meilleure filière qui mène à des résultats sûrs et probants ?

On ne connaît pas vos projets pour réformer l'université marocaine et la hisser à un niveau appréciable...Ils sont estampillés secret défense ?

Mon programme de réforme n'est clair que dans ma tête. Il consiste à me mettre constamment à l'épreuve en effaçant tout ce qui a été entrepris par mes prédécesseurs. Le bachelor est une œuvre de Saaid Amzazi ? J'ai pris pleinement mes responsabilités et je l'ai supprimé sans vraiment réfléchir. La réactivité est une qualité essentielle des ministres qui ont du métier.

Les « Mangeurs de Ramadan » Anonymes (3)

Anonymes

Et de trois ! Nous nous retrouvons aujourd'hui pour la troisième fois, chers amis ! Permettez-moi au préalable de vous informer que beaucoup de nouveaux membres ont rejoint notre association, les «Mangeurs de Ramadan Anonymes». Comme quoi, le téléphone arabe a bien fonctionné, encore une fois ! Une invention qu'on nous jalouse partout à travers le monde, pionnière des réseaux sociaux, la chaleur humaine en prime ! Même pas eu besoin d'une campagne de communication en bonne et due forme, ce qui fait bien l'affaire de notre trésorier ! Et c'est tant mieux, parce je vous rappelle que les autorités nous ont demandé de ne pas faire de vagues pour ne pas heurter la «sensibilité» des jeûneurs... Laquelle est à fleur de peau, comme vous le savez ! Un rien fait craquer certains croyants qui oublient que ce mois sacré est synonyme de tolérance et d'endurance... Hélas, en plus d'être particulièrement irritables, beaucoup de jeûneurs battent des records d'incivisme

et de mauvaise foi. Que Dieu leur pardonne ! La dernière fois, nous avons eu le plaisir d'écouter Lhaj Omar qui s'est exprimé en son nom et en celui du groupe numéro 1. Celui des personnes dont la santé pose problème et qui, sur avis médical circonstancié, obtiennent le précieux sésame les autorisant à ne pas «faire Ramadan». Au grand dam de religieux obtus et sourcilieux qui les accusent d'utiliser l'ordonnance du médecin comme prétexte pour échapper à l'obligation de respecter l'un des cinq piliers de l'islam... Même si leur dossier médical est plus épais qu'un grand Larousse ! Comme Lhaj Omar, beaucoup de malades n'ont pas bonne conscience et prennent mille et une précautions pour s'alimenter, voire simplement pour prendre leurs médicaments ! Je sais que la plupart d'entre vous sont devenus accros à nos réunions hebdomadaires qu'ils attendent avec impatience. Et à propos d'addictions, nous allons nous intéresser aujourd'hui aux personnes dépendantes...Comme vous le sa-

vez, les formes d'addiction sont diverses et variées et elles peuvent être à l'origine de comportements violents ou dépressifs... Non, mon ami, l'addiction aux réseaux sociaux ne justifie aucunement le non respect du jeûne... à moins qu'il ne s'agisse de sites érotiques ! Il est plutôt question, en l'occurrence, de drogues, de cigarettes, d'alcool et j'en passe... Les moralisateurs et autres donneurs de leçons ont décrété qu'il ne s'agit là que de «fchouch» et de manque de volonté... Et que le mois de Ramadan est justement l'occasion rêvée pour se purifier l'esprit et le corps en se débarrassant de ses pensées pernicieuses et de ses mauvaises habitudes... Alors, l'addiction est-elle seulement affaire de psychologie ? Que nenni, puisqu'il est prouvé que les addictions graves sont des maladies chroniques... Nos confrères des «alcooliques anonymes» en savent quelque chose... Il en va de même du tabac dont la nicotine empoisonne le sang... Je pense aux personnes qui grillent un à deux paquets de

cigarettes par jour et qui en allument une à chaque occasion et principalement dans les moments de stress... C'est-à-dire tous les quarts d'heure ! Je ne parlerai même pas des drogues dures qui ravalent l'être humain au rang d'animal ! Qui abdiquent toute dignité, négligent leurs obligations familiales et professionnelles, finissant souvent à la rue ! J'espère que nous ne comptons pas dans nos rangs de tels spécimens ! Même si, comme je l'ai précisé à plusieurs reprises, nous ne sommes pas là pour porter des jugements de valeur sur les uns et les autres... Au contraire, les personnes concernées sont les plus à plaindre ! Comment ? Non, mon brave, le cannabis n'est pas à ranger dans cette catégorie ! C'est un produit du terroir, apaisant et qui vient d'être dépénalisé... Vous n'avez donc pas à culpabiliser si vous en consommez... avec modération, bien sûr ! (A suivre) ►

N. Tallal



Le MIGRATEUR



Le Pen épinglée pour fraude

A une semaine du 2e tour de l'élection présidentielle où elle affronte pour la 2e fois Emmanuel Macron, la candidate Marine Le Pen devra faire face à une vieille affaire de taille que la justice française vient d'exhumer après que le parquet de Paris en a reçu le rapport de la part de l'office européen de lutte antifraude, l'OLAF, le 11 mars. Les procureurs français ont en effet déclaré dimanche qu'ils examinaient ce rapport accusant la candidate d'extrême droite et des membres de son parti d'avoir détourné des milliers d'euros de fonds européens. Selon le site d'investigation Mediapart, édition du samedi, le rapport de l'OLAF affirmait que Mme Le Pen et des membres du parti avaient détourné des milliers d'euros d'argent public euros. Aucun d'entre eux n'est accusé d'en avoir profité directement, mais de réclamer des fonds européens pour des dépenses de personnel et d'événements. « Les Français ne seront pas dupes des tentatives de l'Union européenne et des institutions européennes (...) d'interférer dans la campagne présidentielle et de nuire à Marine Le Pen » a déclaré le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, à la radio Europe 1. Et d'ajouter que son parti avait déposé deux plaintes juridiques contre l'OLAF et qu'il allait en déposer une troisième en réponse au rapport. « Je m'étonne du timing toujours fort à propos de la révélation » et de son « instrumentalisation », a réagi auprès de l'AFP Me Rodolphe Bosselut, l'avocat de Marine Le Pen, en campagne pour le second tour de l'élection présidentielle. Me Rodolphe Bosselut se dit par ailleurs « consterné par la façon dont agit l'OLAF, sans caractère contradictoire » et sur des « faits anciens de plus de dix ans » pour certains. L'OLAF met en cause Marine Le Pen, trois autres anciens députés européens (son père Jean-Ma-



Marine Le Pen et 3 de ses proches accusés d'avoir détourné plus de 617.000 € d'argent public européen / XinHua-Gao Jing.

rie Le Pen, son ancien compagnon Louis Aliot et Bruno Gollnisch, membre du bureau national du RN) et l'ENL (Europe des Nations et des Libertés, groupe parlementaire d'extrême droite). L'office les accuse d'avoir détourné environ 6017.000 euros, dont il préconise le remboursement. Selon le rapport, la candidate du Rassemblement national aurait personnellement détourné environ 137.000 euros d'argent public du Parlement de Strasbourg quand elle était eurodéputée entre 2004 et 2017. Depuis juin 2017, Marine Le Pen est par ailleurs poursuivie dans l'enquête menée à Paris sur des soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen d'assistants du parti. Elle est mise en examen pour « détournement de fonds publics » et « complicité » de ce délit dans le cadre de cette information judiciaire.

Ukraine : Le pape prêche dans le désert

Le pape François a appelé dimanche les dirigeants à « entendre le cri de paix des gens » en cette « Pâques de guerre », en évoquant à nouveau l'Ukraine « martyrisée ». « Nous avons vu trop de sang, trop de violence (...) Que l'on arrête de montrer les muscles pendant que les gens souffrent », a lancé le souverain pontife lors de sa traditionnelle bénédiction « Urbi et Orbi », devant quelque 50.000 fidèles réunis sur la place Saint-Pierre à Rome. « S'il vous plaît, ne nous habituons pas à la guerre, engageons-nous tous à demander la paix (...) Que ceux qui ont la responsabilité des Nations entendent le cri de paix des gens », a-t-il exhorté, provoquant les applaudissements de la foule. Le chef spirituel des 1,3 milliard de catholiques a longuement insisté sur la nécessité de paix pour « l'Ukraine martyrisée, si durement éprouvée par la violence et par la destruction de la guerre cruelle et insensée dans laquelle elle a été entraînée » avec l'invasion russe qui a débuté le 24 février.

Le souverain pontife a dit penser aux nombreuses victimes ukrainiennes, citant « les millions de réfugiés et de déplacés internes, les familles divisées, les personnes âgées restées seules, les vies brisées et les villes rasées. » « J'ai dans les yeux le regard des enfants devenus orphelins », a-t-il ajouté. Peine perdue : Jusqu'à présent les dirigeants n'entendent que les coups de canon. Cependant, le chef de l'Église catholique romaine a salué les « signes encourageants » comme « les portes ouvertes de nombreuses familles et communautés qui accueillent des migrants et des réfugiés dans toute l'Europe », y voyant « une bénédiction pour nos sociétés, parfois dégradées par tant d'égoïsme et d'individualisme ».

Le naufrage du Moskva met à nu l'armée de Poutine

Après un silence radio assourdissant de plusieurs heures, la Russie a finalement confirmé que le croiseur lance-missiles Moskva, navire amiral de sa flotte de la mer Noire, a coulé pendant qu'il était remorqué au port de Sébastopol à la suite de ce qu'elle a décrit comme un incendie et des explosions impliquant des munitions stockées à bord. Version démentie par Kiev. L'Ukraine affirme que le sort du Moskva a été scellé par un tir de missile lancé par ses forces depuis la côte, qui a déchiqueté la coque de l'imposant navire de l'ère soviétique (Mise en service en 1982). Mais le ministère russe de la défense n'a pas confirmé cette version des faits. Plusieurs experts russes affirment que la perte du croiseur est surtout symbolique car la Russie dispose de missiles plus performants que ceux équipant le Moskva. La Russie dispose en effet de puissants systèmes de défense aérienne déployés en Crimée, qu'elle a confisqués à l'Ukraine en 2014, mais le Moskva était en mesure d'assurer une protection de défense aérienne mobile et à longue portée pour l'ensemble de la flotte de la mer Noire et constituait un centre de commandement et de contrôle flottant. Saperte

affaiblit de ce fait les défenses aériennes de la flotte, notamment lors des missions tactiques de longue portée. Côté équipage, le Moskva avait un équipage d'environ 500 marins qui, selon la Russie, ont été évacués avec succès vers d'autres navires avant d'être ramenés vendredi à leur port d'attache de Sébastopol, en Crimée. L'Ukraine a laissé entendre qu'il y aurait probablement eu des morts, mais la Russie n'a encore rien déclaré à ce sujet. Question qui taraude les esprits : la perte du croiseur changera-t-elle le cours du conflit ukrainien ? Il est peu probable que ce soit le cas, mais le ministère britannique de la défense estime que la perte du navire incitera probablement la Russie à revoir son dispositif naval en mer Noire. Des responsables américains, s'exprimant sous couvert d'anonymat, ont déclaré que si le naufrage aurait un impact symbolique et pourrait soulever des questions sur les capacités navales de la Russie à plus long terme, il est peu probable qu'il ait un impact majeur sur le cours du conflit. La marine russe n'a jusqu'à présent pas joué un grand rôle dans cette guerre. Un responsable américain a déclaré à ce sujet que la Russie n'avait utilisé ses navires de guerre



Le naufrage du Moskva.

de manière limitée, pour effectuer des frappes occasionnelles et réapprovisionner les troupes dans le sud. La Russie conserve une domination navale dans la région imminente et le Moskva était équipé pour détruire les navires ennemis en mer, mais il ne reste plus grand-chose de la marine ukrainienne. Quant à la question de savoir si le naufrage du « tueur des porte-avions » porte-t-il atteinte à la fierté militaire russe, la réponse est affirmative. C'est en effet une perte amère pour l'armée russe car le navire, bien que vieillissant, était un symbole de la flotte de la mer Noire basée en Crimée et de la fierté militaire russe. S'il a été touché par des missiles anti-navires ukrainiens, il s'agirait du plus grand navire de guerre russe perdu au soit perdu au combat depuis 1941, lorsque des bombardiers en piqué allemands ont paralysé le cuirassé soviétique Marat dans le port Kronstadt sur l'île Kotlin.

le Canard Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES
Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naib

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

LE MÉTIER DE JOURNALISTE EN ALGÉRIE





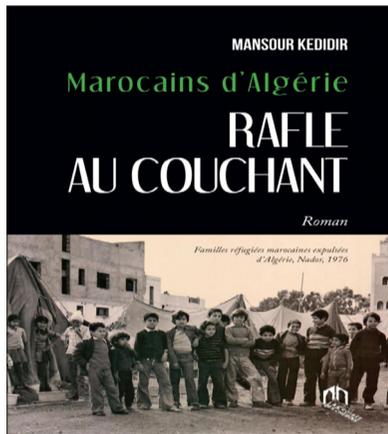
Can'Art et CULTURE



« Marocains d'Algérie : rafle au couchant »

Mansour Kedidir signe un roman poignant

Le bannissement de 1975, appelée également la « Marche noire » par les expulsés marocains, a été lancée le 18 décembre 1975 par le président algérien Houari Boumediene, afin d'expulser en 48 heures manu militari des dizaines de milliers de Marocains résidant en Algérie, parfois depuis plusieurs générations. Cet acte cruel a laissé des blessures indélébiles aussi bien dans la chair des Marocains qui en sont victimes que celle de nombre d'Algériens des deux cotés de la frontière qui ont des liens de parenté ou d'amitié avec les expulsés. Cet acte barbare continue de faire couler beaucoup d'encre. Le politologue, essayiste et romancier algérien Mansour Kedidir fait partie de ces plumes qui se sont saisies de cette triste histoire pour la perpétuer afin que les générations qui ne l'ont pas connue ou vécue sachent de quoi sont capables des dictateurs sans pitié comme Boumediene. L'écrivain signe en effet un nouveau roman, consacré à ce déplacement forcé des familles marocaines résidentes en Algérie. « Marocains d'Algérie : rafle au couchant » (La Croisée des Chemins, 344 p., décembre 2021) est ainsi un récit



fictionnel, qui raconte l'histoire tragique inspirée de faits réels de Adel et de son père Allal. « Ce dernier, ayant participé à la guerre de libération d'Algérie, est pris d'effroi et de surprise par cette expulsion forcée et arbitraire ». Choqué, Allal n'arrive pas à admettre qu'un tel bannissement massif de 45.000 familles marocaines soit décidé par « un homme de cette stature (Boumediene), qui avait accompli de hauts faits d'armes à partir de la base d'Oujda » et qui « s'était engagé à côté de ses frères marocains pour la libération du Maghreb ». « Qui pouvait croire qu'un homme qui haranguait des foules, distribuait

des terres aux petits fellahs, nationalisait des exploitations pétrolières et minières appartenant aux compagnies multinationales et défendant dans les tribunes tiers-mondistes les droits des peuples opprimés ait pu mettre les pieds dans une boue putride ? », s'interroge l'auteur à travers ce récit.

Entre fiction et réalité, l'ouvrage interroge aussi sur ce qui reste comme dignité à un chef d'État après avoir ordonné la déportation de milliers de personnes, « sous le fallacieux motif qu'elles seraient d'origine marocaine, alors que dans leur totalité, elles avaient ouvert leurs yeux en Algérie ». L'ouvrage critique un certain aveuglement et une obstination à « effacer d'un trait le sacrifice de milliers de Marocains, qui avaient abandonné leurs familles pour rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale », mais qui se retrouvent éloignés de chez-eux, du jour au lendemain.

Mansour Kedidir est également auteur d'autres romans et essais, dont « La colère de la steppe » (éd. Pensée, 1987), « Bénie soit la mort de l'enfant naturel » (ENAG, 1999) et « La nuit la plus longue » (éd. Apic, 2015).

Des faits marquants du festival de Cannes 2022

Après une 74e édition estivale, le Festival de Cannes retrouve le mois de mai. Le célèbre rendez-vous français dédié au cinéma est de retour dans son schéma traditionnel pour la première fois depuis 2019, a annoncé la direction festival de Cannes dont Tilda Swinton, Kristen Stewart, Idris Elba et d'autres stars domineront la scène pendant 10 jours. Où à part le Festival de Cannes peut-on voir en avant-première un biopic australien sur Elvis Presley, un maître français au sommet de sa forme après presque cinq décennies de carrière ou encore une satire sociale du réalisateur suédois Ruben Östlund qui emmène Woody Harrelson à bord du légendaire yacht « The Christina O » – dont l'ancien propriétaire est Aristote Onassis et sur lequel Marilyn Monroe, Marlene Dietrich, Maria Callas, Jackie Kennedy, Winston Churchill, John Wayne ou encore Frank Sinatra ont séjourné ? Ce ne sont là que quelques-unes des propositions intrigantes contenues dans le programme récemment annoncé pour le 75e Festival de Cannes, qui



Pablo Schils, Joely Mbundu – Tori et Lokita.

Les horizons d'un papillon by Ahmed Azizi

Le titre de mon exposition à l'Institut français d'Agadir relate l'histoire d'une longue et patiente démarche faite de multiples péripiéties qui illustrent l'abstrait de notre présence au monde. Les toiles sont les cellules imaginaires survivantes d'une chenille qui résistent au conformisme et refusent d'être englobées par le néant. Elles se connectent entre elles non seulement par l'intensité des couleurs et la clarté des lumières mais aussi grâce à la force de l'amour dans les moments de la vie. En dépit de cette effervescence printanière, des formes disparaissent tandis que d'autres naissent à l'image d'une métamorphose chrysalidaire qui désire une liberté sans limite. Tous ces éléments glissent vers une confusion structurée qui fait jaillir les sensations et les passions tout en traçant les raies des corps au-delà des frontières.

Lorsque je dessine je fais appel aux couleurs et aux formes naïves de mon enfance, de mes racines, de mon épouse et de mes enfants. C'est un monde peuplé d'oiseaux, d'arbres, de cieus et de vents. C'est une manière d'évoquer l'invincibilité de la joie et l'extase de la naissance. Cet assemblage présenté ici pour la première fois est un moyen d'aller à l'essentiel et en même temps une invitation à un voyage vertigineux inspiré par l'évolution d'un papillon. » Jusqu'au 30 avril, Rue Chenguit, Nouveau Talborjt, Agadir.

Expo « INBA Génération 3 » - Classe ouvrière au Cervantes Tanger

La 3ème édition de l'exposition collective des lauréats de l'Institut national des Beaux-arts C'est un groupe de jeunes artistes notamment issus de l'atelier de l'artiste Batoul S'Himi, qui présenteront des œuvres où se mêlent pratiques de l'installation, de la performance et du dessin. Cette exposition présente des artistes à un stade très particulier de leur développement : tout juste diplômés, donc libérés de toute obligation et prêts pour une nouvelle vie ou plutôt une «deuxième vie». Le public est ainsi invité à entrer dans l'intimité créatrice de ces jeunes espoirs, arrivés à un point de non-retour ou à la dernière escale

avant de prendre définitivement L'embarcation de la vie d'artiste, avec ses jours heureux et ses épreuves qui font de tout artiste un «ouvrier» ou «artisan» de ses propres rêves et engagements. INBA Generations est un programme qui vise à accompagner et guider une sélection des meilleurs diplômés de l'Institut National des Beaux-Arts de Tétouan, l'un des plus emblématiques et importants d'Afrique, dans leurs premiers pas professionnels. Exposition visible jusqu'au 25 avril 2022, Institut Cervantes Tanger, Salle d'exposition, 9, rue de Belgique. Heures d'ouverture pendant le Ramadan, de 16h00 à 19h00 et de 20h30 à 22h30.

Lancement du Label « Moroccan Heritage »

Le Label «Moroccan Heritage» pour la promotion du patrimoine culturel national a été lancé, lundi à Rabat. Au cours de la cérémonie de lancement organisée au jardin d'essais botaniques, le ministre de tutelle, Mohamed Mehdi Bensaid a procédé à la signature d'une décision ministérielle visant à labelliser le patrimoine national, dans l'attente de la finalisation du décret y afférent. Cet événement vise à certifier, répertorier et inventorier le patrimoine somptueux ainsi que les savoir-faire matériels et immatériels nationaux, à même de les protéger des convoitises et des tentatives répétées d'appropriation.

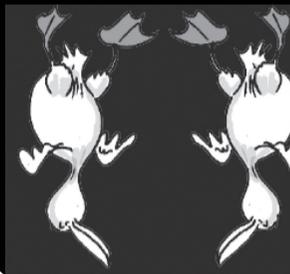
débutera le 17 mai dans le sud de la France. Après des succès récents comme Drive My Car et Parasite, le profil de l'édition 2022 est sans doute le plus élevé depuis des années. Des milliers voire des millions de cinéphiles se tourneront bientôt vers la Croisette pour découvrir la prochaine grande sensation internationale du 7e art. Le Festival de Cannes établit souvent un équilibre dans la programmation entre des auteurs célèbres et bien établis et des cinéastes débutants ou à mi-chemin de leur carrière qui tentent de remporter le premier prix du Festival. Cette année, le programme de la compétition principale comprend des vétérans de la Palme d'or cannoise comme les frères belges Jean-Pierre et Luc Dardenne (Tori et Lokita : drame de l'immigration), le héros de la nouvelle vague roumaine Cristian Mungiu (R.M.N), l'humaniste japonais Hirokazu Kore-eda (Broker : un 'road-movie' d'adoption tourné en Corée du Sud) et Ruben Östlund, qui mettra Woody Harrelson sur un yacht pour Triangle of Sadness. Elle comprend également des cinéastes tels que Kelly Reichardt (Showing Up : comédie sur le monde de l'art), David Cronenberg (Crimes of the Future : Thriller, épouvante-horreur), Claire Denis Stars at Noon : thriller politique), James Gray (Armageddon Time : récit autobiographique sur le passage à l'âge adulte) et Park Chan-Wook (Decision to Leave : meurtre mystérieux). Ce sont tous des talents bien établis, à Cannes et ailleurs, mais ils deviendraient néanmoins des primés pour la première fois à Cannes s'ils régnaient en maître sur le Festival de cette année.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Cascadeur à 95 ans

Il est l'homme le plus âgé à s'être tenu debout sur un avion en vol ! L'exploit s'est déroulé samedi 9 avril à l'aéroport du comté du Gloucestershire, au Royaume-Uni, et tient à l'âge du challenger : 95 ans. Sur la vidéo postée par l'agence de presse britannique SWNS et relayée par Le Progrès (<https://youtu.be/7G06SNSw950>), on voit en effet Ivor Button, debout sur un avion, attaché par un harnais s'élancer dans les airs.

Le vol a duré une heure et vingt minutes. Le record du monde a été validé après que l'appareil a rejoint l'aéroport de Derry, en Irlande du Nord. Avant Ivor Button, le recordman du «wing walking» était Tom Lackey. Son titre datait de 2013, il était alors âgé de 93 ans.

«Je n'avais pas peur, je craignais plus d'avoir froid» Pas intimidé pour un sou par cette performance peu commune, Ivor Button aurait répondu après le vol : «Je n'avais pas peur, je craignais plus d'avoir froid.» C'est en 1932, alors qu'il n'avait que 6 ans, que ce grand-père de 17 petits-enfants et 5 arrière-petits-enfants a commencé à s'intéresser aux sensations fortes procurées par les vols debout. Pour Ivor Button, cet exploit s'inscrit dans une démarche de levée de fonds pour la recherche médicale. Des fonds destinés à l'association Ataxia UK qui aide les personnes atteintes d'ataxies, des maladies dégénératives dont plusieurs membres de sa famille sont atteintes.

Pas si trottinette que ça !

La police de Genève, en Suisse, a fait part mercredi 13 avril d'un « record » qui ne devrait pas en être un : en 2021, un homme a été interpellé sur une trottinette électrique pouvant atteindre la vitesse folle de... 132 km/h, rapporte Le Dauphiné Libéré. Les faits remontent au 18 octobre dernier. Les policiers ont rapporté la grosse trottinette dans leurs locaux. En l'analysant, ils ont réalisé qu'elle avait... deux moteurs, dont un qui n'était pas en fonction. Sans ça, la trottinette aurait pu aller bien plus vite ce jour-là et mettre en danger le pilote et les personnes que l'engin aurait croisées. En Suisse la vitesse maximale autorisée est de 20 km/h pour les trottinettes électriques. Les pilotes des engins qui ressemblent à un cyclomoteur doivent être en possession d'un permis spécial.

Une erreur trop humaine

Elle avait une chance sur trois millions de décrocher le jackpot, et cela s'est produit grâce à... une bousculade. C'est l'histoire folle qu'a vécue LaQuedra Edwards, une habitante de Californie (Etats-Unis), en novembre dernier, rapporte The Washington Post (7/4).

La femme se trouvait devant un distributeur automatique de tickets à gratter, dans un commerce de Tarzana, un quartier de Los Angeles. Elle avait l'intention d'acheter un billet à 40 dollars mais a finalement appuyé sur un autre bouton après avoir été bousculée par une personne « malpolie ». Un ticket à 30 dollars est sorti de la machine.

LaQuedra Edwards est donc revenue à sa voiture et s'est mise à gratter ce ticket qu'elle n'avait pas choisi. Elle a alors découvert qu'elle avait gagné 10 millions de dollars. N'y croyant pas, elle n'a pas quitté le billet gagnant des yeux pendant qu'elle conduisait. « Je me suis arrêtée, je l'ai regardé encore et encore, je l'ai scanné avec mon application. Je n'arrêtais pas de penser que cela ne pouvait pas être vrai », a-t-elle raconté.

Une chose est sûre : la fortunée ne sera plus obligée de gratter pour vivre.



Papa, t'as vu ?

Un enfant marche avec son père dans la rue et lui dit :

- Oh ! Papa, tu as vu le gros camion, là ?
- Oui, j'ai vu.
- Papa, tu as vu la belle voiture ?
- Oui, oui j'ai vu.
- Papa, t'as vu...
- Oui, j'ai vu !!!
- Bah, pourquoi est-ce que tu as marché dedans alors ?

Karaté, le chien de garde

Un couple possède une villa isolée. Le mari étant souvent en déplacement, il s'inquiète pour sa femme. On lui conseille d'acheter un chien de garde et il charge sa femme de trouver un bon chien de garde avant son prochain retour. Sa femme a complètement oublié de le faire et se précipite alors dans un chenil juste avant le retour de son mari. Malheureusement, il n'y a plus de gros chiens de garde impressionnant. En revanche, le responsable du chenil lui présente un petit chien moche, qui s'appelle Karaté. Il lui annonce que le chien fait du karaté !

Pour la démo, le patron lui crie : Karaté, les tuiles ! Le chien va alors vers un tas de tuiles et les réduit rapidement en poussières. La femme décide donc d'acheter le chien. De retour chez elle, elle souhaite tester à son tour et crie alors : Karaté, le bois ! Le chien se précipite alors vers un tas de bois et le massacre pour en faire de la sciure de bois. Enfin, le mari rentre à la maison. Étonné, il voit le chien et demande

Rigolard



alors: c'est un chien de garde ça ? Sa femme répond : Oui, c'est un chien qui fait du karaté ! Le mari répond alors : « Karaté, mes couilles ! ».

Cédric a des problèmes avec l'Histoire

Le petit Cédric a 20/20 dans toutes les matières, sauf en histoire.

Ses profs, qui ne comprennent vraiment pas pourquoi, décident de convoquer ses parents pour en savoir plus.

Le père du jeune Cédric leur explique :

- J'ai dit à mon fils : Tu travailles bien à l'école, et surtout, surtout, tu fais pas d'histoire !

Le père le plus rapide

C'est 3 gamins qui discutent dans la cours de récréation et chacun vante le fait que son père est le plus rapide du monde.

Le premier raconte :

- Mon père, il est super rapide. Il est conducteur de TGV. A 12h00 il est à Paris et à 14h30 il est à Marseille !

Le second enchaîne :

- Pfff, c'est nul. Moi, mon père, il est pilote de l'avion Concorde. A 12h00 il est à Paris, à 15h00 il est à New York !

Le troisième prend alors la parole et dit:

- Bande de petits joueurs !

Les 2 premiers, interloqués, demandent alors :

- Il fait quoi ton père à toi ? Il est astronaute?

- Non, il est fonctionnaire. Il finit son boulot à 17h00 et à 16h00, il est à la maison.

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

STE " ONEWAVE" SARL

Avis de constitution

24 novembre 2021 à Rabat, 26 rue Daraa apt 14, Agdal, Rabat

Capital social : 100 000 DHS

Objet : Concepteur, programmeur en informatique conseil de gestion

Durée : 99 ans

La gérance : Idrissi Hamza pour une durée illimitée

Tribunal de commerce de RABAT le 25 novembre 2021 sous le numéro 156143

STE " AGRIWAVE" SARL

Avis de constitution

16 septembre 2021 à Rabat 12 rue Oum Errabia n° 5, Agdal, Rabat

Capital social : 100 000 DHS

Objet : Entrepreneur d'exploitation agricole

Durée : 99 ans

La gérance : Idrissi Karim pour une durée illimitée Tribunal de commerce de RABAT le 03 novembre 2021 sous le numéro 155637

UN MONDE DE PRIVILÈGES INÉDITS S'OFFRE À VOUS



CARTE RESPIRE PRIVILÈGES OFFERTE *

**RÉDUCTIONS INSTANTANÉES
AUPRÈS DE PLUSIEURS ENSEIGNES**

**GAIN DE POINTS BONUS
POUR VOTRE CRÉDIT HABITAT !**

OPTION CASH BACK À LA DEMANDE !

* Offre promotionnelle gratuite réservée aux 25 000 premiers clients



**CREDIT
AGRICOLE
DU MAROC**



www.cam.respire.ma